

électoraux la synthèse de compromis qui devrait satisfaire tout le monde. Le vague dont se parent ces programmes ne peut que confirmer cette analyse.

Or, cette année il nous semble qu'il y a du nouveau du côté de la société civile. Au lieu de laisser aux partis mêmes le soin d'opérer cette synthèse qui ne satisfait jamais personne, quatre organisations représentatives de quatre milieux bien définis et connue pour leur engagement progressiste se sont mises ensemble avant les élections pour présenter douze thèses devant assurer un développement durable au Luxembourg. Il s'agit de l'*Action Solidarité Tiers Monde*, du *Centre de Pastorale en Monde du Travail*, de l'*Info-Video-Center* et du *Mouvement écologique*. (Notons entre parenthèses que le

## Le développement durable un défi pour nous tous

Le développement durable est la recherche d'une autre forme de développement, qui permettra à la nature de survivre et à l'individu de s'épanouir, aujourd'hui comme demain, au Nord comme au Sud. Le développement durable doit donc satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre cette même possibilité pour les générations futures.

Le développement durable exige un mode de vie qui :

- ne consomme pas les ressources plus vite qu'elles ne se reconstituent (ex. le bois),

- ne produit pas plus de polluants que les écosystèmes ne peuvent en absorber (ex. le CO<sub>2</sub>),

- fait un partage équitable des ressources entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement.

Le développement durable est un grand défi pour chacun d'entre nous. C'est pourquoi nous avons tenté de raisonner d'une façon globale en tenant compte des facteurs écologiques, sociaux et économiques. Le résultat de notre réflexion est présenté ci-dessous sous forme de douze recommandations – volontairement publiées à la veille des

**Le développement durable exige un débat de la société à tous les niveaux afin d'assurer une participation active des citoyens.**

élections nationales dans l'espoir qu'elles se retrouveront dans le programme du prochain gouvernement.

### **1) Protéger les ressources, réduire les émissions**

Les habitants des pays industrialisés consomment actuellement 75% de la production mondiale d'énergie et de matières premières alors qu'ils ne représentent que 25% de la population mondiale. Notre mode de vie n'est pas transposable à tous les habitants de la terre et n'est donc pas durable.

Le Plan National pour un Développement Durable doit impérativement être basé sur des objectifs scientifiques et vérifiables, des paramètres concrets ainsi que des systèmes d'évaluation permettant un suivi régulier.

### **2) Pour la création d'une taxe écologique**

Le Luxembourg doit modifier son système d'imposition afin de privilégier les facteurs en faveur de l'environnement. Les principes à respecter sont: une augmentation graduelle des taxes écologiques ainsi qu'une répartition équitable entre tous les acteurs de la société. Ceci permet de soulager le facteur "travail" et d'avoir ainsi des conséquences positives sur le marché de l'emploi. Cet impôt est un pas vers une politique plus écologique et des relations plus justes entre le Nord et le Sud.

### **3) Pour un commerce mondial équitable**

Les pays en voie de développement sont trop dépendants du marché très fluctuant des matières premières et ne profitent pas de leur valorisation. Il faut donc encourager la diversification de leurs produits en supprimant notamment nos barrières commerciales. Des prix équitables et stables à moyen terme doivent être négociés puis garantis (Stabex) entre les partenaires commerciaux. Les produits issus d'un commerce équitable doivent être favorisés même s'ils sont plus chers (ex. fournitures de cantines ; taux de TVA réduit).

### **4) Faire passer la vie avant la dette**

Depuis plus de 20 ans c'est principalement le niveau élevé des dettes qui empêche le dévelop-

pement économique et social de nombreux pays du tiers monde.

Le Luxembourg doit participer à des programmes internationaux de réduction des dettes et doit favoriser pour un élargissement des programmes de désendettement de la Banque Mondiale et du FMI. La substitution des dettes doit devenir partie intégrante de l'aide au développement luxembourgeoise.

### **5) Donner une nouvelle valeur au travail**

Face à l'augmentation du chômage, le Luxembourg doit :

- promouvoir des modèles de travail visant un meilleur partage de celui-ci
- créer des emplois dans le domaine des techniques favorables à l'environnement
- améliorer l'intégration des jeunes en difficulté face à notre système d'éducation
- créer des moyens de financement complémentaires pour notre système de sécurité sociale
- contribuer à la fixation de standards minimums sociaux dans les pays membres de l'UE.

### **6) Vivre ensemble**

Pour le bien-être de tous il faut promouvoir une cohabitation respectueuse et sans a priori.

Une réduction du temps de travail permettrait aux parents de mieux guider leurs enfants et de faire de la vie en famille un lieu d'apprentissage de la vie en société.

Une meilleure intégration des Non-Luxembourgeois ne passe-t-elle pas par

- une participation de tous les ressortissants européens aux élections nationales?
- un permis de travail pour les réfugiés qui sont en procédure d'obtention de leur statut? La durée, quant à l'obtention de ce statut, ne devrait-elle pas être limitée?

Nous devons aussi réfléchir à une meilleure intégration des handicapés, chômeurs, sans abris,....

### **7) Pour plus de démocratie et un renforcement de la société civile**

Le développement durable exige un débat de la société à tous les niveaux afin d'assurer une participation active des citoyens. Les mesures à prendre sont:

- l'intégration généralisée de l'éducation poli-

tique et sociale dans les programmes scolaires,

- la création d'une université populaire afin de promouvoir l'action pour la "cause publique" et la création d'une "maison de la démocratie",
- la revalorisation du parlement et des débats publics à l'encontre de commissions non transparentes comme la Tripartite,
- la réduction du cumul des mandats,
- la réforme du Conseil d'Etat,
- un soutien financier plus important pour les ONG.

### 8) Pour une participation globale

Il faut modifier la règle en vigueur au sein des organisations financières et économiques internationales, selon laquelle la participation des membres est échelonnée suivant leur puissance économique. Les négociations internationales doivent en outre être transparentes, afin que toutes les organisations puissent participer.

Des accords internationaux signés lors de telles commissions doivent être obligatoires.

### 9) Pour un contrôle démocratique des marchés financiers

La globalisation des marchés financiers accentue l'insécurité économique et les différences sociales. Le Luxembourg doit:

- intervenir au niveau des commissions internationales pour un contrôle démocratique et une plus grande transparence des marchés financiers,
- promouvoir au niveau mondial une taxe homogène (Tobin-Tax) sur les mouvements d'argent spéculatifs.

### 10) Désarmement

Le comportement des Etats ne doit pas être régi par la loi du plus fort mais par des règles internationales contrôlées par les Nations Unies. Les possibilités de gestion pacifique des conflits doivent être développées et les dépenses d'armement doivent être réduites considérablement.

Le gouvernement luxembourgeois devra interdire aux institutions bancaires situées sur son territoire toute transaction financière en rapport avec le commerce d'armes.

### 11) Renforcer les régions

Le développement durable passe par un renfor-

cement des structures régionales qui permettent notamment

- de créer une plus-value au niveau local,
- d'organiser le travail en fonction des critères sociaux et environnementaux locaux,
- d'améliorer les relations entre producteurs et consommateurs.

Le gouvernement luxembourgeois doit soutenir la collaboration entre régions par des moyens financiers et du personnel. Le développement régional doit se faire grâce à la participation active de l'ensemble de la population.

### 12) Pour une cohérence au niveau politique

La politique extérieure et économique de l'Etat et de l'UE favorise principalement les aspects commerciaux. Il est donc primordial que les différents acteurs politiques se concertent et coordonnent leurs actions dans l'optique d'un développement durable.

Le gouvernement luxembourgeois doit vérifier l'impact des décisions politiques internationales sur le développement durable dans notre pays, mais également en dehors de nos frontières.

ASTM, Tel. 400 427-1

CPMT, Tel. 44 743 339

Info-Video-Center, Tel. 44 743 340

Mouv. Ecologique, Tel. 43 85 85

Mester,  
in: Publik-Forum

